



## Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence BRAU, Bernadette CONTE-ARRANZ, Alenka DOULAIN, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ

## **Animation du territoire - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et les communes volontaires en faveur d'une politique patrimoniale structurée - Autorisation de signature**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

### **Une politique patrimoniale à l'échelle métropolitaine**

Montpellier Méditerranée Métropole a compétence sur son territoire pour développer des actions d'animation dans le domaine culturel d'intérêt métropolitain, développer les actions de type touristique et pour ce faire participer aux opérations d'aménagement. Aussi Montpellier Méditerranée Métropole développe une politique volontariste en faveur de la culture et du patrimoine, marquée notamment par les candidatures au titre de Capitale européenne de la culture 2028 et à l'UNESCO.

Dans ce même sens, Montpellier Méditerranée Métropole a également obtenu le label Pays d'art et d'histoire le 11 mars 2020, par signature d'une convention avec le ministère de la Culture. L'appellation Ville ou Pays d'art et d'histoire qualifie des territoires qui s'engagent dans une démarche active de préservation, de connaissance et de médiation dans les champs de l'architecture, l'histoire, le paysage et l'urbanisme. Par là même, les habitants s'approprient l'identité de leur territoire et investissent leur cadre de vie, tandis que les visiteurs disposent d'une offre de découverte de qualité.

Intégrée au pôle Culture et patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole, la mission Patrimoines met en place, développe et promeut les actions de valorisation des patrimoines sur le territoire des trente et une communes. Elle assure la coordination et la transversalité avec l'ensemble des services et des communes, tant d'un point de vue des politiques culturelles, qu'urbaines et paysagères. Elle pilote de ce fait la mise en œuvre de la convention Pays d'art et d'histoire.

### **Une politique patrimoniale à l'échelle des communes**

Les trente et une communes du territoire, comme partie intégrante de Montpellier Méditerranée Métropole, bénéficient chacune de l'appellation Pays d'art et d'histoire.

Toutes les communes peuvent désormais également profiter du soutien financier de Montpellier Méditerranée Métropole sur demande et de façon ponctuelle, pour certains projets de restauration et de valorisation de leurs patrimoines. En effet, deux dispositifs complémentaires ont été votés en ce sens par le Conseil métropolitain du 31 mai 2022.

Parmi toutes les communes, certaines s'engagent plus encore et souhaitent mettre en place une politique cohérente et qualitative de valorisation patrimoniale sur leurs territoires, en coordination avec Montpellier Méditerranée Métropole et les autres communes du territoire.

### **Une dynamique déjà à l'œuvre**

Trois communes, Castelnau-le-Lez, Juvignac et Le Crès, se sont d'ores et déjà lancées dans l'aventure. Plusieurs projets en cours témoignent du partenariat fructueux entrepris entre ces communes et Montpellier Méditerranée Métropole, en faveur de la connaissance, la conservation et la valorisation des patrimoines parmi lesquels :

- Le lancement d'une campagne d'inventaire systématique du patrimoine du Crès, programmée à l'automne ;
- La publication d'un livret *Focus* sur l'histoire de Castelnau-le-Lez, prévue pour les prochaines Journées européennes du patrimoine ;
- La publication d'un livret *Focus* sur le domaine de Fontcaude à Juvignac, également prévue pour septembre ainsi que la création d'un parcours de découverte du site adapté au public en âge scolaire.

A son niveau, Montpellier Méditerranée Métropole encourage les initiatives par son soutien financier et humain. Elle apporte également son expertise par un accompagnement technique rapproché, en tant que porteur de la convention Pays d'art et d'histoire et garant des attendus de qualité associés.

De leurs côtés, les communes mettent en œuvre des moyens humains et/ou financiers pour développer leur politique patrimoniale. Elles assurent des relais actifs et mobilisés, en prise directe avec les éléments patrimoniaux à valoriser et les acteurs associatifs.

### **Une politique qui se structure**

Après cette première phase d'expérimentation, un projet de convention-cadre a été préparé, afin de formaliser et décrire les modalités de ce partenariat.

La convention-cadre vise plusieurs objectifs :

- Mettre en œuvre de façon concertée une politique globale de valorisation des patrimoines à l'échelle de la métropole ;
- Favoriser les actions conjointes entre Commune et Métropole d'une part, entre les différentes communes de la métropole d'autre part ;
- Mutualiser les moyens pour plus d'efficacité dans les projets ;
- Garantir la cohérence et la qualité des actions mises en œuvre.

Chaque convention-cadre est prévue pour être complétée chaque année par un programme d'actions concerté entre Montpellier Méditerranée Métropole et chaque commune signataire, qui précise les projets à mener ainsi que la répartition financière.

Montpellier Méditerranée Métropole effectue conjointement avec chaque commune le bilan des actions réalisées au cours de l'année écoulée. En sus de la nécessaire évaluation qualitative et quantitative des actions, ce travail permet d'amender le bilan annuel du Pays d'art et d'histoire, transmis par Montpellier Méditerranée Métropole à la DRAC Occitanie.

Chaque convention-cadre est prévue pour prendre effet à compter de sa signature et fin le 31 décembre 2026.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver la démarche de développement partenarial des politiques patrimoniales du territoire entre Montpellier Méditerranée Métropole et les communes volontaires ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,  
Pour Monsieur Le Président absent

**Madame La Vice-Présidente**

**Signé.**

**Coralie MANTION**

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-195371-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention communes.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.